



99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

06-03-2018

Industrie : la casse se poursuit, la maîtrise des moyens de production est la question centrale

Nous avons déjà beaucoup écrit (voir notre site) sur la casse de l'industrie française. Les annonces sur les futures suppressions d'emplois se multiplient que ce soit dans la grande distribution (commerce), dans les transports, les banques, la métallurgie, etc.

Cette casse industrielle au nom du profit ne date pas d'aujourd'hui chacun en a conscience, la multitude de solutions préconisées par les grands groupes capitalistes, appliquées par les gouvernements successifs ont accéléré le processus de destruction de l'industrie française.

Privatisations : sidérurgie–automobile–téléphonie–énergie–chimie–réseau routier–ferroviaire–maritime–machine-outil–robotique–transport–technologies de la santé, on peut poursuivre la liste des privatisations présentées comme étant la solution au développement de l'industrie.

Chacun peut en tirer les conclusions aujourd'hui : les privatisations ont généré des masses considérables de profits,, fermé des entreprises et fragilisé l'économie française ce qui a permis au capital d'aller encore plus loin dans l'exploitation du travail salarié.

Aujourd'hui, le poids de l'industrie française (source DGE 2017) représente 10 % du produit intérieur brut. Elle en représentait 25 % en 1970. L'ampleur de la casse est considérable. L'industrie aujourd'hui c'est 870 milliards de chiffres d'affaires, 235 000 entreprises et 2,7 millions de salariés (4 millions en 1970). 1 million d'emplois ont été supprimés ces 10 dernières années.

Les raisons avancées par les tenants des moyens de production (le capital) :

- « coût du travail », autrement dit salaires et cotisations (appelées charge par les patrons) trop élevés.
- Mondialisation, pour justifier les délocalisations, les fermetures de sites et d'usines entraînant la suppression de centaines de milliers d'emplois.
- Manque de compétitivité, de rentabilité. Dans le langage capitaliste, cela veut dire que l'industrie ne produit pas assez de profits. Les gouvernements successifs choisis et mis en place par le capital vont utiliser ses raisons pour répandre et instaurer des mesures qui vont détruire le système social français dans sa globalité et favoriser le développement accéléré du profit revendiqué par les grands groupes capitalistes.

270 milliards de cadeaux sont attribués aux entreprises sous forme d'exonérations fiscales (impôts) et sociales (cotisations pour la protection sociale). Les entreprises sont ainsi exonérées de 30 à 35 milliards d'euros, selon les années, de cotisations sociales ce qui aggrave l'accès à la santé, à la retraite, au logement, à la formation, et sert de prétexte à la baisse d'allocations diverses. On voit mieux pourquoi le gouvernement s'attaque à ces secteurs qu'il dit « en difficulté » alors que c'est lui qui les organise et les structure. Il prévoit d'aller encore plus loin dans les exonérations fiscales en réduisant les impôts des entreprises de 33 à 25 %, et poursuit les exonérations de cotisations sociales pour soustraire l'ensemble des salaires aux cotisations ce qui aggrave toujours plus les conditions d'accès à la protection sociale.

Chacun peut se rendre compte que ces mesures n'ont aucun effet sur l'emploi et le développement de l'industrie, par contre les profits explosent. Pour ne parler que des dividendes, la part versée aux

actionnaires a atteint des sommets inégalés depuis 30 ans. **Elle a triplé de 1980 à 2010. Elle est passée de 3 % de la richesse nationale à 9 %, ce qui représente 180 millions d'euros par an pendant 30 ans soit 5400 milliards d'euros. Dans la même période, les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté de 200 %, les salaires n'ont progressé que de 20 %, 210 milliards ont été versés aux actionnaires. (Source INSEE).**

La casse de l'industrie est présentée comme inéluctable face à la mondialisation, le «manque de compétitivité, de rentabilité », le « coût du travail » sont autant d'arguments utilisés pour la justifier. Chacun aura compris que la « mondialisation » c'est avant tout le développement du capitalisme à l'échelle de la planète entraînant une concurrence acharnée entre multinationales et une course pour le profit qui génère des tensions dangereuses. Les conflits armés, les guerres n'ont jamais été si nombreuses, elles ont pour origine la conquête de richesses nouvelles, l'exploitation des peuples. La disparition de l'URSS a favorisé cette concurrence inter impérialiste.

Les profits mondiaux s'accumulent, la propagande capitaliste présente l'explosion des profits comme étant « un facteur de développement indispensable qu'il faut poursuivre ».

Elle se félicite que l'année 2017 ait été l'année de tous les records pour les dividendes mondiaux. Les actionnaires ont touché 1027 milliards d'euros, les prévisions 2018 s'élèvent à 1105 milliards.

La France n'est pas en reste, c'est une année record pour les bénéficiés (et non pas les profits largement supérieurs) qui ont atteint 95 milliards.

40 milliardaires français possèdent 265 milliards en 2017(plus 30 %). Pour rappel, le budget de l'État et de 385 milliards, on voit mieux qui dirige la politique en France.

Dans le monde comme en France, les inégalités se creusent, la pauvreté, la précarité s'accroissent, les acquis sociaux, les droits sont détruits, la concurrence internationale inter impérialiste menace la paix mondiale.

On voit bien tous les dégâts que peut faire le capitalisme à l'entreprise, en France et dans le monde. Il est donc bien essentiel, pour répondre aux besoins de l'humanité de lutter pour le supprimer.

D'autant plus que les annonces se succèdent : en France l'usine Ford à Bordeaux qui fabrique des boîtes de vitesse est sous la menace de

fermeture parce que pas assez «compétitive » selon les propriétaires américains. Cette usine employait 3600 salariés en 2000, plusieurs fois vendues pour les mêmes prétextes, elle a bénéficié de 12,5 millions d'aides publiques pour en arriver aux mêmes résultats. Les 1000 salariés restants, qui ont fait l'objet de marchandages divers au travers d'accords d'entreprise sont aujourd'hui menacés de licenciement. Idem pour Peugeot qui vient de déclarer 2,35 milliards de bénéfices mais ne remet pas en question la suppression des 2200 emplois qu'elle prévoit.

Oui il s'agit bien de répondre à la question qui possède les moyens de production ? Pourquoi faire ?

Aux mains de quelques-uns pour s'enrichir et sur accumuler du profit, on en mesure les conséquences qu'elles soient locales, nationales ou internationales. Elles sont dramatiques et ne répondent en rien aux besoins sociaux des travailleurs et des peuples.

La lutte pour en chasser les propriétaires, la lutte pour construire une société débarrassée des prédateurs capitalistes, la lutte politique pour prendre le pouvoir afin d'installer une société gérée par et pour le peuple dont l'objectif unique est de répondre aux besoins humains, voilà une perspective claire.

C'est celle que nous portons, mais cela ne pourra se faire qu'avec l'unité des travailleurs, de la classe ouvrière et du peuple. C'est pour cela que notre parti existe, il est nécessaire de le renforcer, pour développer l'idée qu'une autre société est possible, des moyens considérables existent pour la construire. Venez en débattre avec nous, prenez contact avec les militants communistes que vous connaissez ou avec l'aide des contacts indiqués sur notre site.